

INTERNATIONAL • RÉPRESSION DES OUIÛOURS

Répression des Ouïgours : les appels se multiplient pour la publication d'un rapport sensible de l'ONU

Le voyage au Xinjiang de la haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a suscité l'indignation des ONG, tandis qu'un rapport détaillé de ses équipes sur la répression dans la région n'est toujours pas publié.

Par Bruno Philip et Harold Thibault

Publié le 03 juin 2022 à 12h34 - Mis à jour le 03 juin 2022 à 14h59 • Lecture 3 min.

• [Read in English](#)

Article réservé aux abonnés



Le ministre chinois des affaires étrangères, Wang Yi, à droite, rencontre la haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme Michelle Bachelet, à Guangzhou, dans la province du Guangdong (sud de la Chine), le lundi 23 mai 2022. DENG HUA / XINHUA VIA AP

Un « fiasco », un « scandale », une « occasion manquée » de mettre un coup de projecteur salutaire sur les droits humains en Chine : nombre d'observateurs, de militants et de défenseurs de la cause ouïgoure, ethnie musulmane du Grand Ouest chinois, s'accordent pour conspuer Michelle Bachelet, qui a achevé, le 28 mai, un voyage controversé dans la République populaire. Ainsi, au Xinjiang, après avoir visité une prison et un ancien camp d'internement réservé aux membres des minorités musulmanes, la haut-commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme a mollement

rappelé au régime de Pékin de « *remplir ses obligations en conformité avec les lois de protection des droits humains* ».

Du côté de la diaspora des Ouïgours et des porte-parole des familles de disparus dans le grand goulag chinois du désert, la colère l'emporte : « *C'est un voyage Potemkine, une visite guidée, où elle n'a pu rencontrer personne, une honte !* », s'insurge Dilnur Reyhan, présidente de l'Institut ouïgour d'Europe.

Lire aussi : [Xinjiang : la haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme critique Pékin... diplomatiquement](#)

Après les réactions courroucées des Etats-Unis – le département d'Etat a qualifié le déplacement de M^{me} Bachelet d'« *erreur* » –, le très mince bilan de ce voyage de cinq jours risque fort, selon ses contempteurs, d'entacher durablement la crédibilité de l'ONU sur le sujet des droits humains.

Plus d'un million de musulmans ont été détenus au Xinjiang depuis 2017, entassés dans des camps de « rééducation » construits pour ceux et celles soupçonnés, dans le plus grand arbitraire, de dérive islamiste et de radicalisation. Un rapport sur cette tragique réalité a été écrit par les équipes de M^{me} Bachelet, mais dort depuis des mois dans un tiroir sans que personne ne sache ce que la haut-commissaire a l'intention d'en faire : « *On ne sait pas, il n'y a plus de délai, plus rien* », remarque une source diplomatique à Genève, siège du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

Pression pour la sortie du rapport

Selon les informations du *Monde*, ce rapport, fondé sur des entretiens avec des Ouïgours, des images satellites et des sources « ouvertes » comme le travail d'ONG, de chercheurs et de journalistes depuis quatre ans, n'apporterait aucune révélation tonitruante, mais pose une description objective du système d'internement de masse et de surveillance systématique de la population ouïgoure, avec une approche méthodologique rigoureuse et prudente, garante de sa légitimité. « *Le rapport en lui-même n'invente pas la roue, ce qui compte, c'est qu'il portera le tampon du bureau des droits de l'homme de l'ONU* », explique une source issue du giron diplomatique genevois.

Lire aussi : [Révélations sur la répression de la minorité ouïgoure en Chine : Paris appelle à « une pleine transparence »](#)

« *Après le naufrage de la visite de Bachelet, ce rapport est la seule chose crédible qui pourrait encore sortir du bureau des droits de l'homme de l'ONU. Le résultat en dira beaucoup sur le rôle que les Nations unies pourront ou non jouer à l'avenir, face à la montée des régimes autoritaires* », commente la même source.

Les pressions s'accroissent sur l'ancienne présidente du Chili, à la tête de l'agence de l'ONU depuis septembre 2018. Une non-publication du rapport serait tout aussi dévastatrice pour Michelle Bachelet que sa publication le serait pour la Chine. « *L'Union européenne [UE] encourage de toute urgence le bureau de la haut-commissaire aux droits de l'homme à publier ce rapport* », vient de recommander Nabila Massrali, porte-parole de l'UE pour les affaires étrangères.

« Problème de crédibilité »

« *La visite de M^{me} Bachelet en Chine pose le problème de la crédibilité du Haut-Commissariat et de sa cheffe ; celle-ci compte avant tout sur les résultats d'une diplomatie privée consistant à s'entretenir à huis clos avec des responsables chinois, ce qui ne fonctionne pas en Chine, plutôt que de mettre en avant une stratégie de diplomatie publique, levier politique essentiel* », renchérit Raphaël Viana David, chargé

de la Chine pour l'ONG International Service for Human Rights.

La haut-commissaire a montré peu d'intérêt pour le texte rédigé par ses services à partir de 2018 et finalisé à la rentrée 2021. Le rapport et sa vision critique sur la politique menée par Pékin à l'encontre des Ouïgours ont été laissés de côté, au profit de la visite, dont il était pourtant certain qu'elle serait réalisée sous contrôle maximal des Chinois et donnerait lieu à une exploitation par la propagande. « *Dissocier le rapport de la visite, c'est ahurissant, puisqu'il détaille exactement ce sujet* », s'offusque le diplomate de Genève.

Lire aussi : [« Xinjiang Police Files » : révélations sur la machine répressive chinoise contre les Ouïgours](#)

En repoussant la sortie du rapport, M^{me} Bachelet en a elle-même augmenté les enjeux, d'autant qu'approchent des échéances sensibles : son premier mandat s'achève à la fin de l'été et elle n'a pas encore précisé si elle en envisageait un second. Avec sa capacité d'influence auprès de pays en développement qu'elle soutient économiquement, la Chine aura un poids considérable sur la sélection du prochain haut-commissaire.

Lire aussi : [Quand la Chine surveillait de trop près des diplomates européens en visite au Xinjiang](#)

A Genève, une source diplomatique de haut rang relativise cependant les critiques émises à l'encontre de M^{me} Bachelet : « *Il n'était pas question pour elle de se prononcer sur un absolu moral et politique, mais de préparer le terrain à un nouvel engagement de l'ONU auprès d'un acteur stratégique comme la Chine. L'ONU n'est ni une ONG ni un tribunal.* »

Bruno Philip et Harold Thibault